

Le Canada maintient le statu quo

Entre-temps, le gouvernement canadien et les chefs d'entreprise acceptent volontiers de se repositionner dans l'orbite des États-Unis postérieure au 11 septembre 2001. Ils ne remettent pas en question les stratégies d'intégration régionales dominées par les États-Unis. Ils n'examinent pas les expériences européennes qui reposent sur des politiques pour combler la disparité entre les riches et les pauvres ainsi que sur des structures pour assurer la contribution à la fois des parlements et de la société civile. Leur nouvelle entreprise, le Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP), est négociée en marge de la surveillance du Parlement ou du public.

PSP : Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité

- Le Partenariat a été lancé par les présidents Bush et Fox ainsi que par le premier ministre Martin au sommet à Waco (Texas) en mars 2005.
- Les trois pays signataires de l'ALENA : le Canada, les États-Unis et le Mexique en font partie.
- Il ne s'agit pas d'un traité qui a fait l'objet de délibérations dans les parlements ni ratifié par ceux-ci, mais d'un processus dirigé par l'exécutif du gouvernement en collusion avec les chefs d'entreprise.
- Le Partenariat vise à harmoniser les règlements (selon le plus petit dénominateur commun) dans certains domaines, notamment l'immigration, l'alimentation et l'agriculture ou le cybercommerce.
- Le Partenariat a découlé sur la création du Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC), composé des PDG des grandes entreprises dans les trois pays lors d'une réunion en mars 2006 à Cancun. En 2007, le CNAC a recommandé de dépêcher des « travailleuses et travailleurs invités » du Mexique à l'usine d'exploitation des sables bitumineux en Alberta.
- Les tenants du Partenariat délibèrent à huis clos en contournant systématiquement les assemblées législatives des trois pays ainsi que les représentants de la société civile, tels les syndicats, les églises, les groupes étudiants et environnementaux.



Common Frontiers est un réseau d'organismes de différents secteurs qui œuvrent dans les Amériques pour résister au libre-échange et concevoir des solutions de remplacement du libre-échange.

www.commonfrontiers.ca

Ce que vous pouvez faire

- Porter attention à ce que nos gouvernements et chefs d'entreprise proposent et élire des dirigeants et dirigeantes qui lutteront pour la souveraineté canadienne.
- Faire pression sur les gouvernements à tous les paliers pour qu'ils utilisent leur pouvoir d'achat pour créer et maintenir des emplois locaux et raffermir les marchés nationaux.
- Vous mobiliser pour la réunion des « trois amis » du PSP qui se tiendra au Canada en août, dans le cadre de laquelle Bush et Calderon rencontreront le premier ministre.
- Soutenir les usines dirigées par les travailleuses et travailleurs dans les Amériques, <http://market.the.workingworld.org/>
- Vous renseigner. Visiter les sites Web suivants pour en apprendre davantage : www.rqic.alternatives.ca; www.policyalternatives.ca; www.kairoscanada.org

COMMON CANADA
FRONTIERS

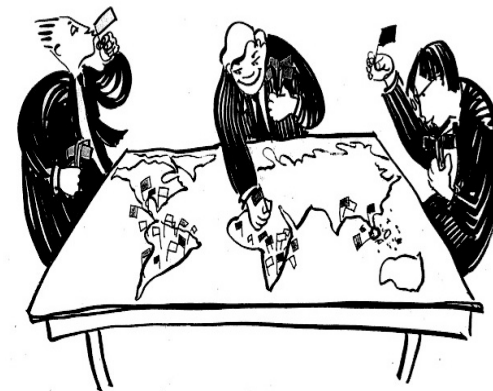


Sortir des sentiers battus: Comments remplacer le libre-échange

On a avancé des idées mirobolantes au sujet du libre-échange. L'injection d'investissements étrangers dans nos économies et ressources fait partie de la compétition mondiale n'est-ce-pas? Après tout « libre » est de beaucoup préférable à « limité ». Le commerce est important et personne ne veut d'une économie protectionniste. Et sûrement les « accords » dans notre monde criblé de conflits sont une bonne chose. Notre gouvernement, par l'entremise des médias de masse, a usé de quelques « tripotages » au sujet du libre-échange. Il n'est donc pas étonnant que les Canadiennes et Canadiens ont cessé leur opposition au libre-échange et croient désormais qu'il est inévitable, même avantageux. Comment cela s'est-il produit?

Tripotage n° 1 : Il faut uniformiser les règles du jeu

Les accords de libre-échange (ALE) nous sont tombés dessus au milieu des années 1980 lorsque Brian Mulroney a négocié puis ratifié l'Accord commercial Canada-États-Unis (ACCEU) en 1989 avec l'appui inconditionnel des grandes entreprises. Le tripotage employé dans ce cas était « l'uniformisation des règles du jeu ». On nous a dit que l'Accord renfermait des règles pour protéger la part canadienne du marché américain où nos produits sont écoulés. Nous savons maintenant qu'il n'y a pas de « règles du jeu uniformes » avec les grosses brutes au sud de la frontière. Le fiasco dans le dossier du bois d'œuvre résineux a montré que lorsque les partenaires commerciaux ne sont pas égaux, c'est le partenaire le plus faible qui perd.



Tripotage n° 2 : emplois, emplois, emplois

Lorsque le Mexique s'est joint au club du commerce de l'Amérique du Nord en 1994 en signant l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le tripotage utilisé était « emplois, emplois, emplois ». Mais pourquoi payer une travailleuse ou un travailleur canadien ou américain 16 ou 18 \$ l'heure pour fabriquer des pièces automobile lorsqu'une ouvrière ou un ouvrier mexicain peut les produire aussi bien et aussi près du point de livraison pour 5 \$ par jour?

Ensuite, lorsque l'économie mondiale s'est libéralisée encore plus, la recherche effrénée de main-d'œuvre bon marché a laissé de nombreux Mexicains et Mexicaines sans emploi, car ces emplois sont allés tout d'abord aux Guatémaltèques et aux Honduriens plus faiblement rémunérés, puis aux Chinois et Chinoises. Donc, nous voici au Canada où règne le libre-échange, avec un secteur de la fabrication sinistré et une pénurie d'emplois décents. Le Canada, les États-Unis et le Mexique constatent une disparité grotesque et croissante entre les riches et les pauvres, et un nombre alarmant de personnes vivant sous le seuil de pauvreté.

La ZLEA a fait suite à l'ALENA

En 1991, le gouvernement américain et les chefs d'entreprise ont commencé à promouvoir ce qui promettait d'être le bloc commercial le plus important au monde, comptant 34 pays dans les Amériques (à l'exclusion de Cuba) et s'étendant de l'Alaska à la Terre de Feu, ce bloc s'appellerait la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). La déroute du libre-échange est bientôt devenue apparente. En Amérique latine, le libre-échange s'inscrivait dans le programme néolibéral de privatisation et de déréglementation. Les ALE faisaient partie de la formule « d'ajustement structurel » imposée aux pays par le FMI et la Banque mondiale, qui a causé une instabilité économique chronique et la disparité croissante entre les riches et les pauvres.

Les États-Unis se sont efforcés pendant une décennie d'imposer la ZLEA. Les manifestations du mouvement social, comme celles qui ont eu lieu à Québec en 2001, ont rallié le soutien populaire contre l'accord. Au Sommet des Amériques de 2005 en Argentine, la majorité des chefs d'États présents ont refusé d'appuyer l'Accord. Le Canada et le Mexique ainsi qu'une poignée d'autres pays se sont cramponnés obstinément au programme prôné par les États-Unis, et à une cause perdue.

Moribonde mais pas encore morte

Maintenant que la ZLEA ne tient qu'à un fil, les États-Unis ont entrepris une série de négociations bilatérales auprès de pays individuels de l'Amérique latine pour conclure un ALE. Le Chili et plusieurs pays d'Amérique centrale ont ratifié un tel accord. En outre, la Colombie et le Pérou poursuivent les négociations.



Le libre-échange à la croisée des chemins

Aujourd'hui, les gouvernements et les mouvements de la société civile en Amérique latine envisagent de nouvelles démarches en matière de souveraineté économique et de commerce. Des ressources comme le pétrole et le gaz naturel servent d'atouts pour créer des emplois et éradiquer la pauvreté, à la fois au pays et dans d'autres régions de l'hémisphère.

Ils délibèrent sur les stratégies pour établir une structure semblable à celle de l'Union Européenne afin de réunir les États de l'Amérique latine, tout en poursuivant la lutte pour améliorer les conditions de vie et de travail qui contribuent à façonner le programme politique.

Un nombre croissant de pays de l'Amérique latine ont commencé à envisager des solutions de rechange du libre-échange et ont fait valoir que les économies libéralisées et la déréglementation

n'ont pas créé d'emplois ni réduit la pauvreté. *Suivent des idées propices à vous faire réfléchir....*

Souveraineté économique, pétrole et pauvreté : Le cas du Venezuela

Le gouvernement du Venezuela a rejeté la logique du libre-échange, selon laquelle le rôle du gouvernement devrait se limiter à faciliter la libre entreprise, et il a commencé à exercer un contrôle sur les ressources principales et les secteurs stratégiques de l'économie, surtout le pétrole. La redistribution de la richesse créée par le pétrole au Venezuela pour financer les programmes de santé, d'alphabétisation et d'autre nature dans les collectivités pauvres et marginalisées a avantageusement coïncidé avec la flambée du prix mondial du pétrole.

Sortant encore plus des sentiers battus du libre-échange, le gouvernement vénézuélien a commencé à établir des stratégies, conjointement avec les autres chefs d'États en Amérique latine, pour mettre fin à l'ancienne tendance voulant que la richesse de l'Amérique latine soit exploitée pour dynamiser les économies des pays d'Europe et de l'Amérique du Nord, alors que l'Amérique latine demeure sous-développée. Même si un pipeline pour le gaz naturel reliant le Venezuela, le Brésil et l'Argentine soulève des questions environnementales, la logique politique est sensée. Certes, le temps est venu pour les chefs politiques du Canada de se demander pourquoi la majorité du pétrole de l'Alberta est exportée vers les États-Unis, tandis que le Québec et les provinces de l'Atlantique doivent importer 90 p. cent de leur pétrole.

Accords commerciaux de remplacement

La Bolivie a proposé le « Traité commercial des peuples » en reconnaissance du fait que le commerce et les investissements représentent des outils de développement plutôt que des buts en soi. L'objectif visé est de fortifier le partenaire le plus faible au moyen de l'Accord.

Le Venezuela a élaboré l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (acronyme espagnol – ALBA), qui fait le lien entre le commerce et les garanties en vue de respecter les droits de la personne et qui prône la reconnaissance du droit des personnes aux soins de santé, à l'alimentation et à l'éducation.

À quoi ressemblent le commerce parallèle et la solidarité régionale?

- Le Venezuela a échangé du pétrole contre des travailleuses et travailleurs cubains en soins de santé et en alphabétisation, qui travaillent avec les chefs locaux dans les quartiers défavorisés pour mettre en place des cliniques, des écoles et des garderies communautaires. Maintenant, les Cubains et Cubaines ainsi que les Vénézuéliens et Vénézuéliennes font équipe pour entreprendre des initiatives similaires en Bolivie, toutes financées par les pétrodollars!
- La Bolivie a échangé ses connaissances spécialisées en négociations respectueuses auprès des peuples autochtones contre le pétrole à rabais du Venezuela.
- L'Argentine a aussi échangé son savoir-faire en élevage de bovins contre du pétrole à rabais du Venezuela.
- L'Équateur, la Bolivie, l'Argentine et le Venezuela ont entrepris la mise en place de la Banco del Sur, banque de développement sous contrôle régional qui investira dans les projets de développement qui mobilisent les ressources locales et créent des emplois.